

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE L'ARDECHE
COMMUNE DE CHOMERAC



Extrait du registre des délibérations

Séance du Conseil municipal Du 29 juin 2023

Nombre de conseillers élus : 23

Membres en fonction : 23

Membres présents : 18

Membres absents excusés avec procuration : 4

Membres absents excusés sans procuration : 1

Le vingt-neuf juin deux mille vingt-trois, le Conseil municipal s'est réuni en séance publique, à la salle du Conseil à la Mairie de Chomérac à dix-neuf heures, sur la convocation de Monsieur le Maire en date du vingt-trois juin deux mille vingt-trois, et sous la présidence de ce dernier.

Membres présents :

Le Maire : François ARSAC.

Les adjoints : Doriane LEXTRAIT ; Cyril AMBLARD ; Isabelle PIZETTE ; Gino HAUET ; Marie-José VOLLE.

Les conseillers municipaux : François GIRAUD ; Adeline SAVY ; Éric SALADINO ; Joan THOMAS ; Amélie DOIRE ; Laurent DESSAUD ; Dominique MONTEIL ; Laurie VERNET ; David HENON ; Bernadette DEVIDAL ; Patrick TRINTIGNAC ; Jean-Luc DURAND.

Membres absents excusés avant donné procuration : Nicole CROS (procuration à Isabelle PIZETTE) ; David SCARINGELLA (procuration à Laurent DESSAUD) ; Valentin GINEYS (procuration à Cyril AMBLARD) ; Vanessa PELLEGRINI (procuration à Jean-Luc DURAND).

Membres excusés sans procuration : David MAERTENS

Secrétaire de séance : François GIRAUD

Délibération n°2023_06_29_22

SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE (SPR) PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION N°1 DU REGLEMENT DE L'AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (AVAP)

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire, François ARSAC, rappelle que la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) de Chomérac a été instaurée par arrêté préfectoral du 10 juillet 1998. Par délibération du 14 mars 2016, le conseil municipal a approuvé l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP). Cette classification a été élaborée afin de préserver la richesse architecturale, archéologique, environnementale et paysagère.

Depuis la loi n° 2016-925 relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine du 7

juillet 2016, l'AVAP de Chomérac est devenue de plein droit un Site Patrimonial Remarquable (SPR), nouveau dispositif de protection créé par ladite loi.

L'article 112 III de la loi LCAP prévoit à titre transitoire que le règlement d'une AVAP applicable avant la date de publication de la loi continue de produire ses effets jusqu'à ce que s'y substitue un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur ou un Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine. Ce même article dispose également qu'un règlement d'AVAP peut être modifié lorsqu'il n'est pas porté atteinte à ses dispositions relatives à la protection du patrimoine bâti et des espaces.

Dans ce cadre, il apparaît que le règlement de l'AVAP de Chomérac est inadapté ou incohérent sur certains points. De ce fait, la commission locale SPR en date du 21 mars 2023 a sollicité la réalisation d'un bilan sur la mise en œuvre du règlement SPR. Suite à la présentation du rapport, la commission réunie le 20 juin 2023 a préconisé les prescriptions de modification du règlement sur les éléments suivants :

- L'intégration d'un nouveau secteur S8 permettant de scinder le secteur S7 trop étendu. Ce nouveau secteur regroupera notamment la zone artisanale et commerciale. Il permettra d'harmoniser les prescriptions sans corrélation avec la ferme de la Vialatte.
- L'évolution des prescriptions permettant de favoriser l'installation de panneaux photovoltaïques en lien avec les récentes normes issues de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.
- La clarification des règles sur le bâti dans le cadre de travaux de réhabilitation et les clôtures en adéquation avec les pratiques actuels et l'architecture.

Ainsi, il est envisagé de modifier ces dispositions qui ont une portée limitée.

La modification du règlement de l'AVAP de Chomérac sera menée en association avec l'Architecte de Bâtiments de France (ABF) et en concertation avec la commission locale du SPR.

Conformément à l'article 112 III de la loi LCAP, cette modification sera approuvée par délibération du Conseil municipal de Chomérac, après enquête publique réalisée dans les formes prévues au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, après consultation de l'ABF et après accord du représentant de l'Etat dans la Région.

L'AVAP de Chomérac modifiée sera ensuite annexée au Plan Local d'Urbanisme.

Après avoir entendu les explications de Monsieur le Maire et en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code du patrimoine, notamment ses articles L.631-3 et D.631-5,

Vu la loi n° 2016-925 relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine du 7 juillet 2016, et notamment son article 112,

Vu le décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables,

Vu la délibération du 14 mars 2016 portant approbation de l'aire de mise en valeur de l'architecture

et du patrimoine de la Chomérac,

Vu l'avis de la commission locale SPR préconisant les prescriptions de modification du règlement de l'AVAP de Chomérac en date du 20 juin 2023,

Considérant que certaines dispositions du règlement de l'AVAP de Chomérac, qui produit ses effets de droit dans le périmètre du site patrimonial remarquable, nécessitent d'être clarifiées, adaptées au zonage et simplifiées,

Considérant qu'au titre de l'article 112 de la loi LCAP, le règlement de l'AVAP peut être modifié lorsqu'il n'est pas porté atteinte à ses dispositions relatives à la protection du patrimoine bâti et des espaces,

Considérant que cette modification est prononcée par l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale, après enquête publique réalisée dans les formes prévues au chapitre III du titre II du livre 1er du Code de l'environnement, après consultation de l'Architecte des Bâtiments de France, et après accord du représentant de l'Etat dans la Région,

LE CONSEIL MUNICIPAL

APPROUVE les prescriptions de modification du règlement de l'AVAP de Chomérac.

AUTORISE l'engagement de la procédure de modification n°1 du règlement de l'AVAP de Chomérac.

AUTORISE le lancement du recrutement d'un bureau d'études spécialisé pour l'accompagnement dans l'élaboration du document, en lien avec la DRAC, l'Architecte des Bâtiments de France et la commune de Chomérac.

SOLLICITE une aide technique et financière de l'Etat.

AUTORISE le Maire à signer les documents nécessaires.

Adopté à l'unanimité (22 voix)

Pour : François ARSAC ; Doriane LEXTRAIT ; Cyril AMBLARD ; Isabelle PIZETTE ; Gino HAUET ; Marie-José VOLLE ; François GIRAUD ; Adeline SAVY ; Éric SALADINO ; Joan THOMAS ; Amélie DOIRE ; Valentin GINEYS ; Laurent DESSAUD ; Dominique MONTEIL ; Laurie VERNET ; David HENON ; Nicole CROS ; David SCARINGELLA ; Bernadette DEVIDAL ; Patrick TRINTIGNAC ; Jean-Luc DURAND ; Vanessa PELLEGRINI.

Le Maire,

François ARSAC



Le secrétaire de séance,

François GIRAUD

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Lyon (184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat. Le requérant peut saisir le Tribunal administratif de Lyon de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de justice administrative.